

<https://levenissian.fr/Metropole-le-Groupe-communiste-Parti-de-Gauche-et-Republicain-s-adresse-a-David>



# **Métropole : le Groupe communiste, Parti de Gauche et Républicain s'adresse à David Kimmelfield**

- Vie politique -

Date de mise en ligne : samedi 18 avril 2020

---

**Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés**

---

**Le prochain Conseil Métropolitain se tiendra le 23 avril par visio-conférence ; Les élus vénissians seront présents pour défendre les habitants et demander plus de justice sociale et de protection pour les quartiers populaires.**

Monsieur le président,

Nous approuvons la tenue de ce Conseil Métropolitain et nous vous remercions ainsi que les services d'en avoir créé les conditions d'un point de vue technique.

Nous mesurons les contraintes de l'exercice du fait justement des conditions particulières de son organisation, mais aussi la responsabilité de l'ensemble des élus pour créer les meilleures conditions de lutte contre l'épidémie, protéger les populations, les soutenir alors que les difficultés économiques et sociales s'ajoutent à l'épreuve du confinement.

La lecture des délibérations comme notre expérience dans nos communes nous conduisent à plusieurs questions et propositions dont nous souhaitons vous faire part en amont du Conseil métropolitain ce qui ne peut que faciliter un échange utile.

Nous prenons acte de l'État d'urgence et de ses conséquences quant à la gestion des collectivités locales déclinées au travers de diverses ordonnances auxquelles font référence les délibérations 4239 à 4245. L'urgence ne doit pas empêcher pour nous la transparence et la démocratie de s'exercer. C'est pourquoi nous demandons la création d'un comité de suivi associant les représentants des groupes politiques, permettant aux élus de disposer de l'ensemble des éléments de la situation sanitaire, sociale et économique et de faire des propositions en amont des décisions.

Ces premières délibérations nous donnent peu d'éléments quant à la situation sociale des habitants et au fonctionnement des Maisons de la Métropole . Nous souhaitons un point précis quant aux familles reçues dans les Maisons de la Métropole en nombre et en problématiques, les demandes d'aides alimentaires auprès des associations de solidarité, la situation des migrants et des jeunes majeurs isolés, les fins de contrat de travail et les pertes de revenus des salariés en chômage technique. De même, nous demandons un état précis de la situation sanitaire dans les EHPAD, les foyers et équipements d'accueil gérés par la métropole.

Nous demandons la mise en place de deux aides pour des situations sociales qui ne sont pas prises en compte par les mesures gouvernementales :

" Une aide spécifique aux familles modestes qui fréquentent habituellement les cantines des collèges aux tarifs les plus bas et se trouvent fortement pénalisées du fait de leur fermeture

" Une aide spécifique dans le cadre du FSL pour compenser les pertes de revenus de nombreux locataires suite à la fermeture d'activités économiques et au chômage technique, qui provoquent déjà une forte hausse des impayés.

Concernant les mesures de prévention, vous avez annoncé l'achat de deux millions de masques pour les habitants, pouvez vous nous confirmer cet achat, la date et les modalités de mise à dispositions aux habitants, en lien avec les communes ?

De même, chacun connaît l'importance et pourtant l'absence des tests, dans les équipements et lieux de travail impactés par l'épidémie, comme dans la préparation du déconfinement. Nous demandons que la métropole crée les conditions de tests systématiques des personnels et résidents des EHPAD, comme des agents de services publics dont un collègue a été positif.

Concernant les aides économiques, nous rencontrons de nombreux commerçants, artisans, auto entrepreneurs qui

ne rentrent pas dans les critères du Fond de solidarité nationale. Pouvez vous préciser les aides possibles et les procédures pour ceux qui en sont exclus ? Beaucoup de commerçants soulignent que si la pandémie était classée en catastrophe naturelle, les assurances seraient sollicitées.

Nous insistons pour que les bénéficiaires du RSA qui seraient amenés à travailler disposent de toutes les protections nécessaires face au COVID (masques, tenues...) et que la possibilité de les embaucher soit réservée aux entreprises dont l'activité est indispensable aujourd'hui .

Nous souhaitons des mesures plus ambitieuses quant aux associations qui vont être durablement pénalisées dans leurs rentrées financières. Le soutien aux associations d'insertion est prioritaire et les élus doivent disposer rapidement d'un état des lieux de leur situation et de l'impact financier du confinement sur leurs activités.